

Scott Hamilton – État Providence

L'État Providence regroupe l'ensemble des interventions économique et sociales de l'État afin de garantir les citoyens contre les « risques de la vie » vieillesse, maladie, chômage etc. En France, ce dernier voit le jour dès 1936 avec les réformes sociales portées par le Front Populaire (semaine de 40, 2 semaines de congés payés. Mais ce que l'on considère aujourd'hui comme le réel amorce de l'État Providence en France sont les ordonnances du 4 et du 19 octobre 1945 créant le système de Sécurité Sociale regroupant les allocations familiales et les indemnités des accidents du travail. Le but est de regrouper la politique de solidarité sociale autour d'une même caisse et d'une même cotisation. La partition du parti communiste et des francs-tireurs à la résistance forme une première explication à la mise en place de la Sécurité Sociale.

En Grande-Bretagne, le *Welfare State* pensé dès 1942 voit le jour progressivement de 1944 à 1951 avec la gratuité de l'école obligatoire jusqu'à 15 ans (Education Act) et la nationalisation des hôpitaux en 1948, la gratuité des soins (National Health Service Act). Les raisons de sa mise en place sont multiples mais tiennent en grande partie d'une volonté des Britanniques d'avoir plus de sécurité.

L'Allemagne prussienne de Bismarck est sans doute pionnière en terme d'État Providence. L'Empire, soutenu de la place que prend le socialisme suite à la publication des théories marxistes met en place des mesures sociales pour intégrer la classe ouvrière. À la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest, le parti chrétien-démocrate au pouvoir parie sur une politique économique « ordo-libérale ». La RFA restée sur le modèle de Bismarck en matière sociale ne prend de vraies mesures novatrices qu'à partir des années 60.

L'État Providence italien est basé sur le modèle corporatiste-conservateur.